Agriculture : Céline s'est tuée mais Macron ne jure toujours que par la concurrence libre et non faussée

écrit par Denise | 25 février 2017

Samedi 25 février 2017

ÉDITO par Alain DUSART

« Je suis désolée »

Le symbole est terrible : la veille du rituel salon, une agricultrice s'est donné la mort. Une de plus ? Elle viendra gonfler les statistiques morbides d'une profession accablée, avec un suicide tous les trois jours ! Une nouvelle victime certes, mais comme les autres, elle a un nom, une histoire faite d'espoir, d'amour de la terre et de ses deux enfants, un parcours laborieux qui se fracasse face aux réalités financières fratricides. Son mari l'a découverte pendue dans la salle de traite. Nouveau symbole, le cœur du réacteur d'une exploitation ! Cette mère de famille exténuée a laissé un petit mot. Il commençait ainsi : je suis désolée… Depuis plus d'une décennie maintenant, l'agriculture traverse une crise historique. Après la perfusion de la politique des quotas, nos paysans paient le prix d'une logique infernale du produire toujours plus. Ils nourrissent les consommateurs qui ne les chérissent plus vraiment tant la dictature du prix impose une tyrannie mortifère pour la filière agricole. Depuis des années, nous consommons du poulet ou du porc vendus des clopinettes. Dans cette course effrénée au prix le plus discount, les agriculteurs français ne peuvent lutter contre le dumping social imposé par la mondialisation des marchés. Pendant des années, la principale organisation agricole a cautionné cette productivité débridée. Elle allait de pair avec une logique de libéralisation généralisée qui nous promettait le bonheur low cost dans nos assiettes en se moquant éperdument du malheur dans le pré. Depuis, une prise de conscience émerge. Les consommateurs se tournent vers le bio. Les petits agriculteurs qui s'en sortent sont ceux qui se diversifient, renoncent aux volumes frénétiques sans plus value et s'orientent vers une production raisonnée et de qualité. Il reste enfin à revaloriser la filière. Paradoxe : elle ne trouve plus de main-d'œuvre qualifiée. Le métier ne fait plus rêver ! Et ironie totale dans un pays à cinq millions de chômeurs : plus de 15.000 emplois (hors saisonniers) ne sont pas pourvus chaque année ! Là aussi, si désolant !

L’agricultrice aurait laissé un écrit pour exprimer **son désarroi face aux difficultés financières**. **Elle a mis fin à ses jours dans la salle de traite**. *« **C’est le lieu de travail. On y est deux fois par jour pendant trois ou quatre heures, c’est là que le lait arrive et… on se dit qu’il n’est pas payer** »*, raconte Christophe un autre voisin également producteur de lait et de céréales. Christophe n’a pas été surpris en apprenant ce nouveau suicide. *« **Ce n’est pas rare. Il y en a eu ailleurs dernièrement dans les Côtes d’Armor et je pense que si ça continue, il y en aura d’autres. On se demande comment on va faire pour continuer à vivre. Moi, je fais ce métier par passion autrement il y a longtemps que je ne le ferais plus** »*. Un remplaçant est arrivé dès ce jeudi dans l’exploitation de Céline. Malgré le drame, le travail à la ferme ne peut pas s’arrêter.

https://www.francebleu.fr/infos/agriculture-peche/cotes-d-armor-une-agricultrice-retrouvee-pendue-dans-sa-salle-de-traite-1487875642

Céline avait un mari et deux enfants, mais le stress, la panique devant les fins de mois l’ont emporté. L’ont emportée. Honte à tous les politiques qui pleurent sur des racailles qui s’opposent aux policiers mais n’ont pas un mot, pas un geste, pour les travailleurs de notre pays qu’ils ont réduit au désespoir.

Le suicide de trop ?

Même pas. Avez-vous vu Hollande courir réconforter le mari et les enfants de cette femme désespérée à cause de lui, de Sarkozy et tous les autres qui, au nom de la concurrence libre et non faussée, ont réduit à la misère nos agriculteurs ?

Villeneuve annonçait dans nos colonnes, il y a quelques jours, les suicides qui ne pourraient que se multiplier :

http://resistancerepublicaine.com/2017/02/22/des-milliers-de-viandes-entrent-chaque-jour-en-france-hors-zone-euro-nos-eleveurs-pousses-au-suicide/

Et la réponse de Macron, c’est toujours plus de mondialisation…

Christine Tasin

Samedi 25 février 2017

ÉDITO par Alain DUSART

« Je suis désolée »

Le symbole est terrible : la veille du rituel salon, une agricultrice s'est donné la mort. Une de plus ? Elle viendra gonfler les statistiques morbides d'une profession accablée, avec un suicide tous les trois jours ! Une nouvelle victime certes, mais comme les autres, elle a un nom, une histoire faite d'espoir, d'amour de la terre et de ses deux enfants, un parcours laborieux qui se fracasse face aux réalités financières fratricides. Son mari l'a découverte pendue dans la salle de traite. Nouveau symbole, le cœur du réacteur d'une exploitation ! Cette mère de famille exténuée a laissé un petit mot. Il commençait ainsi : je suis désolée… Depuis plus d'une décennie maintenant, l'agriculture traverse une crise historique. Après la perfusion de la politique des quotas, nos paysans paient le prix d'une logique infernale du produire toujours plus. Ils nourrissent les consommateurs qui ne les chérissent plus vraiment tant la dictature du prix impose une tyrannie mortifère pour la filière agricole. Depuis des années, nous consommons du poulet ou du porc vendus des clopinettes. Dans cette course effrénée au prix le plus discount, les agriculteurs français ne peuvent lutter contre le dumping social imposé par la mondialisation des marchés. Pendant des années, la principale organisation agricole a cautionné cette productivité débridée. Elle allait de pair avec une logique de libéralisation généralisée qui nous promettait le bonheur low cost dans nos assiettes en se moquant éperdument du malheur dans le pré. Depuis, une prise de conscience émerge. Les consommateurs se tournent vers le bio. Les petits agriculteurs qui s'en sortent sont ceux qui se diversifient, renoncent aux volumes frénétiques sans plus value et s'orientent vers une production raisonnée et de qualité. Il reste enfin à revaloriser la filière. Paradoxe : elle ne trouve plus de main-d'œuvre qualifiée. Le métier ne fait plus rêver ! Et ironie totale dans un pays à cinq millions de chômeurs : plus de 15.000 emplois (hors saisonniers) ne sont pas pourvus chaque année ! Là aussi, si désolant !

Source de l'article : Est républicain du 25 février.

En marge ! En marge du salon de l'agriculture …

Et les nouveaux accords avec le Canada, ça ne va pas arranger les choses, a dit ce matin un journaliste !C'est même un journaliste qui le dit…

Pour mémoire, article de l'Est républicaine du 24/02

ECONOMIE > *Le Salon de l'agriculture débute à Paris dans un contexte plutôt sombre*

24/2/2017

La morosité des agriculteurs

Le Salon de l'agriculture s'ouvre demain alors que la France perd un millier d'exploitations chaque année. Malgré la mort brutale de leur porte-parole Xavier Beulin, les agriculteurs comptent interpeller les candidats à la présidentielle.

L'atmosphère dans les champs est morose, moins d'une semaine après le décès brutal de Xavier Beulin, le président de la FNSEA, et en pleine crise de la grippe aviaire. De nombreuses personnalités politiques assisteront aujourd'hui à Orléans (Loiret) aux obsèques du tout-puissant patron du premier syndicat agricole, terrassé par une crise cardiaque à 58 ans. Ses funérailles revêtiront un caractère national. Le conseil des ministres a même été avancé pour permettre à François Hollande de se rendre aux obsèques avec Bernard Cazeneuve, le Premier ministre, et Stéphane Le Foll, le ministre de l'Agriculture. Nicolas Sarkozy, Manuel Valls, Alain Juppé et au moins deux candidats à la présidentielle - François Fillon et Emmanuel Macron - feront aussi le déplacement. Samedi, François Hollande dévoilera une plaque à la mémoire de Xavier Beulin qui aurait dû inaugurer le salon à ses côtés.

Des canards sont confinés dans un élevage à Bourriot-Bergonce (Landes). Ils seront abattus pour éviter la propagation de l'épizootie de grippe aviaire. AFP

À deux mois de la présidentielle, les agriculteurs rappelleront aux candidats qui vont se presser au salon l'ampleur de la crise que traverse le monde agricole. Dernier coup dur : l'abattage annoncé de 360 000 canards dans les Landes pour enrayer la propagation de la grippe aviaire.

Cette crise sanitaire s'ajoute à une année 2016 encore plus difficile que 2015, selon le bilan de la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation. Le secteur agricole a enregistré 5 milliards d'euros de pertes et la balance commerciale de l'agroalimentaire avec l'U.E. est devenue négative. Les moissons ont été catastrophiques, comme les productions fruitières et les vendanges à cause de la météo. La crise de l'élevage s'est poursuivie malgré quelques signes d'amélioration fragiles pour le porc et le lait.

Un agriculteur sur trois gagne moins de 354 euros par mois

« Une tomate sur trois est importée, comme un tiers des jambons et 40 % de la viande de poulet. Ces chiffres alarmants sont révélateurs d'un décrochage qui va au-delà de l'agriculture. La crise est globale », s'inquiète la FNSEA dans un plaidoyer pour peser avant la présidentielle.

Le syndicat s'étonne que les candidats parlent peu du millier d'exploitations qui disparaissent chaque année, alors que l'agriculture et l'agroalimentaire emploient 3,5 millions de personnes. La FNSEA a présenté 13 mesures urgentes à prendre dès le début du quinquennat pour « redonner un nouveau souffle à l'agriculture française et permettre aux agriculteurs de vivre de leur métier ». En 2015, un agriculteur sur trois gagnait moins de 354 euros par mois.

Accusée d'asphyxier les paysans, la grande distribution a dû lâcher du lest. La loi Sapin II l'oblige à prendre en compte les coûts de production dans ses contrats. Sur 100 € de dépenses alimentaires, 8 € seulement reviennent aux producteurs, selon l'Observatoire des marges et des prix. La question de la juste rémunération des agriculteurs sera au cœur des débats au salon de l'agriculture, alors que neuf Français sur dix estiment que l'aide au secteur agricole constitue un enjeu important pour l'avenir du pays (*).

Luc CHAILLOT

> (*) Sondage Odoxa pour Groupama réalisé du 19 au 20 janvier 2017 auprès d'un échantillon de 1 006 personnes.